

**Discours devant le Club Valais-  
Demain, le 21 octobre 2008 au  
Café des Iles à Sion**

**Thème : Le Valais de Demain**

*« Plus le monde devient global, plus il faut protéger le régionalisme ».*

J-Claude Biver, CEO Hublot-Foire du Valais 2008

*« Le futur commence dans le présent »*

Xavier Comtesse, directeur Avenir Suisse IUKB printemps 2008

*« On ne subit pas l'avenir, on le fait »*

Citation de Bernanos qui a ponctué mes 10 rapports annuels de Président des Télé-Vichères Liddes SA

Salutations,

Il appartient à un homme politique d'être d'abord un homme d'action. Un homme qui cherche à influencer afin de transformer avec réalisme - c'est-à-dire avec humilité et audace - le cours des choses. Mais il me semble que l'homme politique doit d'abord, pour mettre en œuvre aujourd'hui le Valais de demain, être un homme de réflexion. La pensée précède l'action comme le plan précède la construction de la maison.

Ma candidature au Conseil d'Etat a donné une nouvelle dimension à cette exigence de réflexion en vue de l'action. Je ne vous cache pas que les événements financiers et économiques récents contribuent fortement à étayer mes pensées. Blaise Pascal a ironiquement illustré ce que nous lisons

aujourd'hui en première page de nos journaux. Je cite « *On voyait un jour un cavalier foncer au triple galop à travers un village. Les villageois lui demandèrent étonnés : « où vas-tu si vite ? » et le cavalier de répondre entre deux sauts du cheval et deux sursauts de son cœur : « je ne sais pas. Demandez-le à mon cheval ! »* »

Nous avons chevauché des montures – financières, scientifiques, techniques et même culturelles et sociétales - mais nous en avons parfois perdu la maîtrise. Moins par incompetence d'ailleurs que par irréflexion. Moins par manque de sérieux que par perte du sens des finalités. Il est donc temps que le cavalier reprenne en main les rênes. Il est temps qu'il maîtrise la monture non pas tant pour en réduire le

rythme que pour la diriger dans la bonne direction. C'est à ce point que se pose et que je me pose la question essentielle de l'action humaine, qu'elle soit culturelle, politique ou économique : Quelle est la direction, quel est le sens de l'activité humaine ? Quelle est la finalité de l'agir de l'homme ? Je dis oui au développement, oui à la science, oui à la croissance, oui à la technique, oui à la finance et à l'économie.

Mais je dis d'abord pourquoi le développement, pourquoi la science, pourquoi la finance et l'économie ? Pour quel monde, pour quel avenir ? Je vous l'ai dit et je vous le répète, je me suis engagé dans cette campagne pour le Conseil d'Etat afin qu'il fasse bon vivre en Valais dans 20 ans. Je suis donc prêt à enfourcher la monture de la politique ; mais j'entends la

guider, l'orienter, avec vous, avec toutes les forces vives, bienveillantes, compétentes et innovantes de notre canton et aussi d'ailleurs. Je ne me résoudrai jamais à abandonner le monde au jeu des fatalités et des puissances. Oser l'action, oser la décision, oser le travail précis, concerté et sérieux. Un travail à la fois rigoureux et audacieux mais en fonction d'un but, d'une finalité, à la lumière d'une conception de la personne humaine et de la société.

J'ai été frappé par le discours du Président Sarkozy lors de la visite de Benoît XVI en France. Il a parlé d'abord de cette fameuse « laïcité positive ». C'est celle que nous vivons en Valais et que quelques idéologues en quête d'idées, quelques sociologues en mal de pub, quelques journalistes restés

assoupis sur les barricades de mai 68 voudraient nous voir abandonner au profit d'une laïcité militante et anti-religieuse. Je me permets de vous citer ce passage clef du discours du président Sarkozy : « *La France a engagé, avec l'Europe, une réflexion sur la moralisation du capitalisme financier. La croissance économique n'a pas de sens si elle est sa propre finalité. Consommer pour consommer, croître pour croître n'a aucun sens. Seule l'amélioration de la situation du plus grand nombre et l'épanouissement de la personne en constituent ses buts légitimes. Cet enseignement, qui est au cœur de ce que j'appellerais **la doctrine sociale de l'Église**, est en parfaite résonance avec les enjeux de l'économie contemporaine mondialisée. Notre devoir est d'entendre ce que vous*

*avez à nous dire, Saint-Père sur cette question ».*

Il a osé... il a osé prononcer l'expression : La « Doctrine sociale de l'Eglise » ! La doctrine sociale comme clef du développement, comme mode d'emploi du bonheur, comme principe de réflexion et directive pour l'action concrète. « *Nous avons le devoir de vous écouter là-dessus* ».

Mais voilà ce que le PDC-VR clame depuis des décennies. Plus remarquable encore, il semble donc que nous n'ayons jamais été aussi modernes qu'aujourd'hui, aussi à l'avant-garde du monde et à la pointe du progrès qu'avec ces valeurs sûres capables de diriger notre action dans le monde!

Voilà ce qui est si actuel, ce qui appartient résolument et indéniablement au XXI<sup>ème</sup>

siècle. Cela lui appartient tellement parce ces valeurs sont vissées dans le cœur de l'être humain et que les dévisser, c'est en même temps déboussoler l'homme, désorienter la société. Le Valais de demain dont je rêve n'est pas un Las Vegas planétaire mais une terre d'humanité et de concorde, dans un environnement social, culturel, spirituel et écologique sain. Et cela n'est pas un rêve, mais un devoir pour nous tous chers amis.

Très concrètement, sachons aussi être à l'écoute des signes et des réactions. Deux petits exemples :

Deux tiers des Suisses déclarent que leur vie prend un sens avec l'arrivée d'un enfant, selon le premier «monitoring des familles» réalisé pour le magazine alémanique

«Beobachter». Les valeurs traditionnelles comme l'amour, la responsabilité et la compréhension sont les valeurs essentielles dans les familles en Suisse, selon ce sondage. Pour les personnes interrogées, famille rime avec protection et sécurité. Voilà encore un autre point où nous sommes en avance, et avec les mots et avec les actes !

Lors de la récente session des jeunes à Berne les participants ont refusé de légaliser la consommation de chanvre. Ils ont estimé qu'une légalisation donnerait un mauvais signal. Voilà encore un point où nous sommes en avance et avec les mots et avec les actes. Continuons avec ces valeurs. C'est le juste chemin pour le Valais de demain.

## **II - L'énergie en Valais !**

Il y a tant à dire, je reste donc, ce soir, en Valais, même si je sais que l'isolement pourrait être fatal. Donc **première** option pour le Valais de Demain, point d'isolement, mais une entrée du monde de l'électricité dans une ère nouvelle même si certains citoyens se rappellent avec amertume qu'ils ont majoritairement rejeté la LME.

**Deuxièmement**, les retours de concessions.

**Troisièmement**, en matière de réseaux électriques communaux, comment ne pas lancer un appel, développer une stratégie dans le but de renforcer la position des communes valaisannes, donc du Valais ?

Il y a, en face, de la stratégie. A nous de la découvrir et d'y répondre dans l'intérêt public bien compris du Valais.

**Quatrièmement**, 2000 millions de KWH (2000 GWH) d'énergie électrique ne sont pas produits en Suisse en raison des débits d'eau réservés. Soit la consommation de 260'000 personnes durant un an. Le Valais de St-Gingolph à Viège. Le Conseil Fédéral a déclaré qu'en cas de crise en matière énergétique il était prêt à modifier son ordonnance. N'entendons-nous pas, juste derrière la porte, les gros coups qui assourdissent nos oreilles, vident le porte-monnaie de l'industrie, des PME et des ménages et qui ressemblent curieusement à une crise ?

### III – La RTP II

(Réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons)

La nouvelle répartition des tâches entre CH et cantons, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2008, *donc hier*, a brisé certains processus et modifié de nombreux flux de fonds. Pour le 31.12.2010 au plus tard, *donc demain*, il faudra, réviser et adapter pas moins de 14 lois valaisannes.

Il faudra **premièrement** :

- saisir les opportunités que la RPT recèle et redéfinir les relations entre le canton et les communes ;
- adapter les tâches et les financements ;

**Deuxièmement**, j'espère de toutes mes forces et je m'engagerai si l'occasion m'en est donnée, pour que les autorités communales fortes que nous venons de renouveler et très souvent à majorité ou très forte influence DC ouvrent les bras à de nouvelles tâches accompagnées de nouvelles charges y compris financières, tant on peut dire aujourd'hui que les finances communales ne sont plus ce qu'elles étaient. Si le transfert de charges paraissait insupportable il y a quelques années, il n'en n'est rien aujourd'hui et l'octroi de la plus grande liberté de décision possible aux communes municipales doit guider la nouvelle répartition des tâches. Les moyens sont présents et l'occasion rêvée de mettre en œuvre le principe de subsidiarité ne se représentera pas de sitôt.

La RPT canton-communes à n'en pas douter est un des grands chantiers de la prochaine législature qui marquera fortement de son empreinte le VS de demain.

#### **IV – Les comparaisons inter-cantoniales**

Un citoyen vaudois désormais domicilié dans une commune du Bas-Vas me disait que c'est :

- à cause de la sécurité dans les rues ;
- à cause de la fiscalité du revenu ;
- à cause de la valeur de l'enseignement et de l'instruction ;
- à cause du prix très modéré du permis de circuler ;

- à cause des ALFA très élevées ;
- à cause de la proximité de l'autoroute qu'il était venu se domicilier en Valais.

On ne doit jamais faire cocorico, car tous les jours il faut mettre l'ouvrage sur le métier, mais ces propos illustrent à merveille notre situation comparative inter cantonale. En matière de sécurité, de politique familiale, de fiscalité, d'écoles, de transports, pour qu'il fasse bon vivre en Valais dans 20 ans il faudra poursuivre avec persévérance.

## **V – Pourquoi faut-il toujours un Gouvernement majoritairement « C » en Valais ?**

Genève a eu son gouvernement monocolore de droite pendant 4 ans. Catastrophes et

paralysies ont grevé le passif du bilan de cette législature. Donc pas de Gouvernement monocouleur.

Dans le canton de Vaud, le grand vieux parti toujours plus asthmatique, dirige son action comme les méandres de la Reuse à Bremgarten. (souvenir de 3<sup>ème</sup> primaire). Donc pas de gouvernement qui zigzague.

Neuchâtel a viré à gauche et l'on voit Jean Studer mener une politique en générale et en matière financière que les orthodoxes que nous sommes ne renieraient pas. Mais au-delà de la constatation ci-devant, c'est la peur de tomber du Gouvernement précédent à majorité bourgeoise qui n'a pas permis à Neuchâtel de prendre les mesures à temps. Donc pas de Gouvernement d'alternance.

Le Valais garde une ligne, ne se permettant pas plus d'écart que la largeur d'une autoroute, ni d'étrécissement qu'un chemin de randonnée de haute montagne, une ligne faisant de ce canton un lieu de vie, une terre de dynamisme, un canton d'avenir, une terre d'accueil pour tant d'étrangers et de confédérés. Cette ligne, cette continuité, est possible grâce à la constance d'une majorité, d'une majorité DC, tant au Gouvernement qu'au Parlement, dont nous pouvons raisonnablement être fiers à la vue des fruits de l'action. Donc oui à un Gouvernement de concordance avec une majorité constante « C » en Valais.

« Tout discours est fatigant, on ne peut jamais tout dire. L'œil n'a jamais fini de voir, ni l'oreille d'entendre ».

Je donne raison à cette affirmation de l'Ecclésiaste lue ce matin et je termine en vous remerciant de votre attention.

Maurice Tornay  
Candidat au Conseil d'Etat 2009

**N.B.** : Le texte ci-dessus diffère partiellement du texte prononcé qui a été adapté au déroulement de la soirée.